



20 avril 2020

COVID-19 et environnement

Extrait d'une Infolettre du [Mouvement d'Action Régional en Environnement \(MARE\)](#), avril 2020.

La pandémie actuelle, depuis bientôt un mois, a pris presque toute la place dans les médias, mais aussi dans nos préoccupations et nos discussions.

C'est souvent lors des moments catastrophes de ce genre que l'on entend les gens affirmer: je vous l'avais bien dit! C'était prévisible! Il serait décevant que le MARE s'inscrive dans cette voie facile de la prophétie après coup.

Il est vrai, d'ailleurs, qu'il est impossible de faire un lien direct entre la crise environnementale et un seul événement. Par exemple, il est impossible d'affirmer qu'un ouragan, parce qu'il est plus puissant que la normale, est directement causé par la crise climatique.

Cependant, si il y a une chose sur laquelle la communauté scientifique internationale s'entend, c'est sur le fait que la crise environnementale va entraîner de plus en plus de moments catastrophes comme celui que nous vivons aujourd'hui.

On s'attend, entre autres, à plus d'épidémies et à plus de pandémies. En effet, plusieurs liens existent entre environnement et risques de pandémies.

1) La destruction généralisée des habitats naturels fait en sorte que de plus en plus d'espèces sauvages entrent maintenant en contact avec les populations humaines, faute de territoire. Ceci facilite le trafic et la consommation d'animaux exotiques et donc la transmission de virus aux humains. On peut prendre

comme exemple le pangolin, vecteur naturel de coronavirus, mais dont le rôle dans la pandémie actuelle demeure incertain.

2) L'élevage intensif d'animaux destinés à la consommation humaine est également une cause connue de transmission de virus à l'humain. On détruit de nombreux habitats naturels - pensons à l'Amazonie - afin d'y faire pousser la nourriture nécessaire à ce type d'élevage. De plus, la proximité des animaux dans ces environnements artificiels et les contacts réguliers avec les humains facilitent la transmission du virus.

3) L'effondrement de la biodiversité : nous sommes maintenant entrés dans la 6e vague d'extinction massive. La dernière avait eu lieu il y a 65 millions d'années en rayant les dinosaures de la carte.

Plus un écosystème possède un nombre élevé d'espèces, plus il est difficile pour une espèce opportuniste de prendre trop de place. Par contre, dans un milieu pauvre en biodiversité, certaines espèces envahissantes ont tout à coup le champ libre pour prendre une place démesurée.

Nous connaissons peu la composante microbienne de ces écosystèmes, mais il serait surprenant que la logique n'y soit pas la même. Moins de biodiversité signifie donc plus de place pour certaines espèces pathogènes qui ne rencontrent pas suffisamment de compétition et peuvent alors prendre trop de place.

Ceci augmente vraisemblablement les risques d'épidémies et de pandémies.

La crise environnementale est donc responsable d'une augmentation du nombre et de l'intensité des moments catastrophes.

L'inverse, malheureusement, risque également d'être vrai! Parce que toute l'énergie des États semble présentement se diriger vers la lutte à la pandémie, le risque de mettre de côté l'urgence environnementale est grand.

Ainsi, la COP 26 qui était censée réunir les gouvernements de la planète à Glasgow en novembre 2020 afin de discuter de l'urgence climatique est reportée en 2021.

Le gouvernement canadien mène présentement, en pleine crise sanitaire, une consultation publique dans le but d'éliminer les études environnementales habituellement nécessaires afin d'accélérer les forages pétroliers en mer.

Le gouvernement albertain annonce, durant cette même crise, un investissement de 1,5 milliard de dollars dans le projet d'oléoduc Keystone XL afin de

pouvoir exporter davantage de pétrole provenant des sables bitumineux aux États-Unis.

Les États tentent donc de relancer le mythe de la croissance infinie du capitalisme, mis à mal par la crise.

On sent que l'urgence environnementale, dont les gouvernements ne semblaient pas comprendre l'ampleur avant la pandémie, baisse encore dans la liste de priorités des États.

On risque ainsi de créer un cercle vicieux : si la pandémie nous fait oublier l'urgence environnementale, nous risquons d'engendrer davantage de catastrophes dans les prochaines années, ce qui risque de diminuer encore nos efforts en environnement.

(...)

Notre objectif durant cette crise demeure le même : il ne faut pas tomber dans le catastrophisme et baisser les bras devant l'ampleur de la tâche et devant les difficultés. Il faut être conscient de l'urgence, puis utiliser cette connaissance pour se relever les manches et continuer de construire un réseau d'action solide et créatif.

Agissons ensemble!!!

Deux premières leçons à tirer de la crise sanitaire

Jacques Benoit, Louise Sabourin, Michel Jetté, GMob.

Tiré du [PressMob du 24 mars 2020](#).

Dans [Le Devoir du 6 février](#), le gouvernement Legault, par son ministre de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques, Benoit Charrette, déclarait qu'il n'avait pas l'intention de suivre les recommandations des scientifiques du GIEC, pas plus que celles du Programme des Nations Unies pour l'environnement à la COP-25 de [réduire nos GES de 7,6 % par année pour les prochains dix ans](#). Objectif « irréaliste », « transition radicale très dommageable pour l'économie québécoise », disait-il : fallait être pragmatique !

Curieusement, dans la crise sanitaire actuelle de la COVID-19, ce même gouvernement Legault n'a pas dit qu'il préférerait une urgence « pragmatique ». **Il a écouté la science** qui indiquait qu'il faut prendre des mesures sévères et contraignantes pour réduire la contagion qui

est exponentielle, nous permettant de mieux répondre aux besoins qui en découlent en ne surchargeant pas notre système de SSS, et ainsi réduire les décès qui peuvent s'en suivre.

« **IL FAUT ÉCOUTER LA SCIENCE!** », c'est la première leçon de cette crise, et le gouvernement Legault l'a tirée.

Il a **déclaré l'état d'urgence sanitaire** pour se donner les moyens d'agir, les moyens politiques, économiques et sociaux. Il peut même au besoin restreindre les libertés individuelles, et il a déjà commencé à le faire. Il prend les moyens et applique les mesures nécessaires à contrôler la crise et à en réduire les dommages.

Il s'ajuste au jour le jour. Il doit inventer, créer, imaginer

ce qu'il y a de mieux à faire pour tenter d'enrayer la crise. Il fait des essais-erreurs, mais corrige du mieux qu'il peut à mesure qu'il avance.

Il n'a pas le choix : il n'avait aucun plan global pour affronter une telle pandémie.

Ça fait pourtant plusieurs années que nos gouvernements réfléchissent à des plans d'urgence plus ou moins développés en cas de pandémie, mais il est évident qu'ils ne pouvaient prévoir d'où cela viendrait ni comment.

Nos mères et nos grands-mères l'avaient pourtant bien compris quand elles disaient : « Vaut mieux prévenir que guérir ! » : parce que ça fait moins mal, et parce que ça coûte moins cher !

C'est la deuxième leçon à tirer de la crise actuelle :
« ÇA PREND UN PLAN GLOBAL ! »

Sur le réchauffement climatique, nous en connaissons les causes et avons déjà expérimenté quelques-uns de ses effets.

Dans un article de LaPresse.ca du 16 mars, on peut lire que "l'« urgence sanitaire » décrétée samedi découle directement de deux catastrophes, l'inondation du Saguenay en 1996 et la crise du verglas deux ans plus tard."

N'est-ce pas instructif de savoir que ce sont ces deux crises qui sont à la base de l'action actuelle du gouvernement québécois?

Il faut maintenant que l'expérience actuelle nous serve pour la crise climatique qui va nous accabler: il faut écouter la science et avoir un plan global pour s'attaquer aux causes et nous protéger des effets, tant pour nous au Québec que partout dans le monde.

Réorganisation du travail pouvant être fait de la maison, achat local et solidaire privilégié, réduction de la consommation superflue, soutien gouvernemental et investissements massifs pour individus et sociétés, début de conversion de la production industrielle à la manière d'un effort de guerre, rapidité de décision, d'application, de coordination jusqu'au niveau mondial, etc., et baisse significative des GES en résultant: toutes des choses que l'on croyait et disait irréalisables il y a quelques mois à peine.

Quand cette crise prendra fin, si elle prend fin, ne revenons pas en arrière : les énergies et les argents que nous avons investis et les transformations que nous opérons actuellement doivent être le premier pas vers une transformation globale et urgente de nos façons de répondre à nos besoins en société, et ainsi de respecter les limites de la planète.

Le gouvernement Legault doit continuer d'écouter la science et abandonner son « pragmatisme climatique ».

Il en va de même pour le gouvernement Trudeau.

Nos gouvernements à Québec et à Ottawa ont tous deux déclaré l'urgence climatique. Ils doivent maintenant agir et adopter un plan global d'urgence climatique, comme les [Chantiers de la Déclaration d'urgence climatique \(C-DUC\)](#), pour une réduction nécessaire et radicale de nos GES, nous donnant le plus de chances possible de sortir vivants de la crise climatique qui aura des impacts sanitaires beaucoup plus importants que ce « petit » virus !

Comme l'a dit le Dr Horacio Arruda, de la Santé publique : face à la COVID-19, plus que le traitement et le vaccin, la meilleure action est la prévention.

Mais pour le réchauffement climatique, la prévention, c'est LA SEULE action possible: parce qu'il n'y aura ni traitement ni vaccin pour nous en sauver!
